Impressum

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **31 (1994)**

Heft 1169

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

SYNDICATS

Des rôles nouveaux

DANIEL MARCO
professeur à l'Ecole d'architecture de l'Université de Genève

Rémy Pagani, secrétaire du Syndicat interprofessionnel de travailleurs et travailleuses, lors d'une *Table ouverte* sur les banques helvétiques et leurs confortables bénéfices, déplia un jeu de Monopoly et expliqua qu'auparavant toutes les transactions se passaient sur la table mais qu'aujourd'hui 95% d'entre elles se passent en-dessous. La démonstration est un peu schématique mais elle n'est pas fausse.

Sur les mille milliards de dollars qui s'échangent chaque jour dans le monde seuls 5% sont «couverts» par des biens et des services. Le reste se valorise dans le cadre de la spéculation financière. Autrefois, l'enrichissement des possédants, comme il était convenu de les appeler, résultait d'activités entrepreneuriales, productives ou de commerce, basées notamment sur l'exploitation de la force de travail. Tout se passait sur la table du Monopoly.

Dans les rangs des travailleurs, comme l'histoire du mouvement ouvrier l'enseigne, on tentait soit de détruire Babylone pour la remplacer par une Nouvelle Jérusalem, soit de vivre dans Babylone en essayant de corriger les effets les plus pervers du système par une répartition plus équitable des richesses et des droits.

Toutes les tentatives de construire une Nouvelle Jérusalem ont jusqu'à aujourd'hui échoué. Et l'essentiel des profits des possédants ne se réalise plus dans les entreprises. De plus en plus, le capital déserte le travail comme source principale de valorisation pour s'investir dans la spéculation financière.

Il existe deux spirales dans une crise qui tourne en économie-casino. D'une part, celle de la spéculation, de l'investissement massif des capitaux sur les marchés financiers, les spéculations sur les monnaies, les titres... voire les pays et, d'autre part, celle des licenciements, du désinvestissement tout aussi massif des capitaux de la production de biens et de services. Elles sont aujourd'hui toutes deux inarrêtables. L'ensemble des avoirs des banques de tous les pays ne suffit pas à stopper la spirale. Ce qui signifie que celle qui entraîne fermetures d'entreprises et licenciements continue de fonctionner. Les organisations de travailleurs et de travailleuses sont elles aussi impuissantes face à ce phénomène.

Les syndicats, aujourd'hui, en sont réduits à aider les victimes de la crise et à se débattre, tout en tentant de défendre les acquis sociaux, pour maintenir un appareil productif qui se vide de ses capitaux. Ils n'ont plus comme adversaires ou partenaires les principaux faiseurs de profits mais des entrepreneurs dont certains sont aussi désorientés qu'eux et d'autres, nombreux, sont très actifs sur les marchés de la spéculation.

Les syndicats et les syndicalistes n'ont pas encore conscience de cette situation. Ils font penser aux personnages de Walt Disney qui, après avoir raté un virage sur une route de montagne, continuent sur leur lancée et ne tombent que lorsqu'ils ont vu le vide. Cette prise de conscience est d'autant plus difficile que ceux qui veulent construire une Nouvelle Jérusalem sont en manque de modèles ou d'utopies et que ceux qui désirent aménager Babylone n'ont plus, notamment faute d'interlocuteurs représentatifs, de prise sur la réalité.

Les débats, alliances et affrontements qui traversent les syndicats illustrent bien, dans cette situation de crise, la primauté donnée à l'organisation sur le contenu de l'action syndicale.

La fusion entre la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment (FOBB) et la Fédération du textile, de la chimie et du papier (FCTP), pour fonder le Syndicat de l'industrie et du bâtiment (SIB), n'avait comme objectif que le renforcement des effectifs d'une soi-disant gauche syndicale contre la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH) et la Fédération du commerce des transports et de l'alimentation (FCTA) jugées trop molles. Une bataille gauche-droite inutile si l'on se réfère aux résultats réels obtenus sur le terrain face aux patrons. Des résultats assez semblables et mitigés de part et d'autre.

Sachant que la baisse de la rentabilité du capital est une composante incontournable de la fuite des capitaux productifs de biens et de services vers des sources de valorisation beaucoup plus rentables, les syndicats et les syndicalistes doivent aujourd'hui se poser la question essentielle pour leur avenir. Comment renverser la vapeur ? Comment se mettre en travers des deux spirales de l'économie-casino ? Comment notamment relancer la productivité sans augmenter le besoin en capital ? Une question qui les oblige à revoir radicalement leurs positions et revendications traditionnelles.

Après la Seconde Guerre mondiale les syndicats et le mouvement ouvrier ont accepté de vivre dans Babylone en négociant les fruits du travail et en demandant à l'Etat de sanctionner les compromis sociaux. Aujourd'hui, s'ils ne veulent pas se retrouver à servir les salariés comme un garçon de café, la situation les appelle à participer au perfectionnement de Babylone jusqu'au cœur de l'appareil productif, s'impliquant, pour barrer la route à l'économie-casino, dans la lutte pour la productivité et la qualité. Une implication qui met en cause plusieurs idées reçues: l'acceptation de l'indice du pouvoir d'achat comme mesure privilégiée du progrès social, la croyance en la neutralité des forces productives et surtout le postulat selon lequel les syndicats et le mouvement ouvrier n'ont pas à aider le patronat à gérer la production alors qu'ils sont déjà impliqués dans la cogestion de la société. ■

IMPRESSUM
Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédacteur:
Pierre Imhof (pi)
Ont également collaboré à ce numéro:
François Brutsch (fb)
Gérard Escher (ge)
André Gavillet (ag)
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum: Daniel Marco
Composition et maquette:
Murielle Gay-Crosier Marciano, Pierre Imhof, Jean-Luc Seylaz
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9